

Prise de parole commune CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA par Jean-François LAPEYRE (CGT 65)

Chers amis, chers camarades,

Sharan Barrow, Secrétaire générale de la Confédération internationale des syndicats, en ouvrant la réunion annuelle du Conseil général de la CSI, affirmait : « *nous sommes face à une guerre déclarée aux droits des travailleurs du monde entier* ».

En effet, la crise du système capitaliste met au défi l'ensemble du mouvement syndical en France comme sur l'ensemble des continents.

Nos camarades espagnols, portugais et grecs, déjà fortement mobilisés contre les plans de redressement drastiques qu'ils ont à affronter dans chacun de leurs pays, ont mis en débat la proposition d'une mobilisation large et coordonnée à toute l'Europe le 14 novembre.

Les syndicats européens réunis dans la Confédération Européenne des Syndicats ont approuvé cette proposition et décidé lancer un appel à la mobilisation des salariés sur l'ensemble du continent.

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa s'inscrivent dans cette journée d'action et de solidarité pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession.

Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.

Elles mettent à mal le modèle social européen par ailleurs mis en cause par la concurrence et le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France :

- C'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre.
- Les plans de licenciements se multiplient.
- La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes.
- 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités.
- Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Cette dégradation continue de la situation de l'emploi et du pouvoir d'achat ne fait que souligner la nécessité d'apporter des réponses différentes de celles qui ont été mises en œuvre jusqu'à présent.

Pas un jour ne passe sans une campagne du patronat qui se démène pour obtenir un abaissement du coût du travail et plus de flexibilité, alors même que l'augmentation du chômage trouve son origine dans des salaires trop faibles et une grande précarité du travail.

Ce sont ces pressions patronales qui, par la voix d'un grand patron, Louis GALLOIS, ont inspiré les annonces du Jean-Marc AYRAULT au nom du développement industriel et de l'emploi.

La principale mesure consiste en un « allègement de 20 milliards d'euros du coût du travail », qui s'ajouterait aux 172 milliards d'aides dont bénéficient déjà les entreprises alors que trois rapports publics ont souligné le manque d'évaluation de l'efficacité des aides publiques dont celles-ci bénéficient déjà :

- Le rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi de février 2006,
- Le rapport du CESE sur la compétitivité de l'économie française d'octobre 2011,
- Le rapport de la Cour des comptes sur le financement de l'économie de juillet 2012,

La mobilisation des salariés doit être à l'ordre du jour :

- pour conquérir une alternative aux mesures et plans d'austérité
- pour une issue à la crise par de vigoureuses politiques de développement industriel, de l'emploi et des services publics, de revalorisation des salaires, de lutte contre la précarité,
- pour un autre partage des richesses par le travail

Car c'est le travail qui est créateur de richesse et c'est bien le capital qui coûte cher.

En trente ans, la masse salariale des entreprises a été multipliée par 3,6 alors que la somme des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 20.

Elle est là la première cause de la baisse des investissements et la désindustrialisation.

La démonstration nous est faite tous les jours : en France comme en Europe, l'austérité, ça ne marche pas !

Depuis des années, le mouvement syndical européen dénonce les mesures d'austérité.

Elles font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession avec un arrêt de la croissance et un chômage en hausse continue.

Unis les syndicats européens l'affirment : « L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. »

Cela implique :

- une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;
- la négociation d'un « Contrat social » au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats et en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;

Chers amis, chers camarades,

La crise c'est eux, la solution c'est nous !